



EURACTIV

PARTIR EN ERASMUS, POURQUOI PAS MOI ?

EVENT REPORT
<http://eurac.tv/9PMG>

Avec le soutien de

seine
saint
denis
LE DÉPARTEMENT



PARTIR EN ERASMUS, POURQUOI PAS MOI ?

EVENT REPORT
<http://eurac.tv/9PMG>

Le Département de la Seine-Saint-Denis organise une consultation citoyenne le 12 octobre 2018 pour échanger et débattre sur les opportunités de mobilité offertes par l'Union européenne pour les jeunes.

Table des matières

Christine Revault d'Allonnes :
«Il faut défendre Erasmus+ quoi qu'il arrive»

4

Erasmus s'invite
dans les territoires

6

Mobilité : « En partant,
on se sent plus Européen »

8

INTERVIEW

Christine Revault d'Allonnes : «Il faut défendre Erasmus+ quoi qu'il arrive»

.....

Par Aline Robert | EURACTIV.fr



Christine Revault d'Allonnes

Suite à la page 4

Suite de la page 5

Programme préféré des Européens, Erasmus+ s'est récemment élargi vers les apprentis et les lycéens. Un succès à confirmer, selon l'eurodéputée socialiste Christine Revault d'Allonnes.

Christine Revault d'Allonnes est eurodéputée, cheffe de la délégation socialiste au Parlement européen, et candidate pressentie pour les élections européennes 2019.

Qu'est-ce qui a changé pour les jeunes avec Erasmus+ ?

On a réuni dans un seul programme les échanges des étudiants, des apprentis et des lycéens. Erasmus est un projet européen qui fonctionne à la fois très bien, et que tout le monde connaît : il faut le promouvoir auprès des jeunes, de tous les jeunes quels que soit leurs parcours : la mobilité est un élément clé pour l'emploi. »

Qui est concerné par le programme ?

Il peut désormais accompagner les apprentis, les stagiaires, les associations de quartiers. C'est un gros changement ! Mais quand on regarde les chiffres, on constate que, en France, 43 000 étudiants partent en Erasmus, pour seulement 6 800 apprentis, c'est encore insuffisant. Les échanges fonctionnent bien entre la France et l'Allemagne grâce à l'OFAJ [Office franco-allemand pour la Jeunesse], mais avec les autres pays c'est plus compliqué.

Est-ce que la mobilité séduit les jeunes Français ?

Oui, certains ; mais on a moins de jeunes qui partent qu'en Allemagne par exemple. La culture de la mobilité, même le simple fait de déménager au sein d'un pays, est peu ancrée dans la culture française, mais ça

évolue doucement. Il y a aussi l'enjeu de l'apprentissage de la langue : en France on insiste beaucoup sur l'écrit, alors que l'oral compte plus.

Erasmus est-il réservé aux étudiants les plus fortunés ?

Au niveau universitaire, les barrières sont notamment financières. Mais pour les échanges Erasmus en lycée, on s'aperçoit que 40 % des lycéens français qui partent en Erasmus sont boursiers, c'est très différent.

Comment se passent les échanges Erasmus pour lycéens ?

Ils sont plus courts, les jeunes restent 15 jours dans un autre pays. Mais ça leur permet vraiment de se projeter, d'avoir l'idée d'étudier et de travailler dans un autre pays, c'est ça qui est important. Cela dit le système est rodé pour les lycées généralistes, il faut le développer plus pour les lycées professionnels.

Comment voyez-vous le futur du programme Erasmus+ ?

Erasmus+, c'est un des sujets sur lesquels nous nous battons en tant que socialistes pour le budget européen à long terme, en cours de négociation. Certes, avec le Brexit et les nouvelles priorités, il y aura moins de fonds européens, mais nous pensons qu'Erasmus devrait être sauvegardé quoiqu'il arrive. On ne répond déjà pas à toutes les demandes des jeunes, donc il faut au contraire développer cet instrument.

Les élections européennes sont prévues pour mai prochain. Est-ce un enjeu pour les jeunes ?

Qu'ils votent ou non, je crois que c'est important que la plus jeune génération prenne conscience de sa responsabilité par rapport à l'Europe.

L'UE va continuer à avancer, qu'ils participent au vote ou non. S'ils ne participent pas, ils risquent de se faire imposer des choix qui ne sont pas les leurs. On a un vrai risque de voir certains programmes européens supprimés si les eurosceptiques prennent de l'ampleur au Parlement européen ! C'est le cas d'Erasmus+, de la garantie jeune qui permet aux jeunes de trouver des stages et des formations.

OPINION

DISCLAIMER: All opinions in this column reflect the views of the author(s), not of EURACTIV.COM Ltd.

Erasmus s'invite dans les territoires

Par Stéphane Troussel



Daniel Guéguen: "Are the million signatures collected by Greenpeace against glyphosate more important in the eyes of the legislator than the positive opinions given by the European Food Safety Authority (EFSA) and the European Chemicals Agency (ECHA)?" [Shutterstock]

Notre territoire se caractérise par une ouverture sur l'Europe et le monde. Située au cœur du continent européen, avec un rayonnement culturel qui dépasse largement ses limites géographiques, la Seine-Saint-Denis est riche d'une diversité et d'un dynamisme sans pareils.

Stéphane Troussel est président du Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis.

L'ouverture du territoire de la Seine-Saint-Denis sur le monde et l'Europe va se renforcer au cours des prochaines années. Le monde entier aura les yeux rivés sur la Seine-Saint-Denis avec l'accueil des Jeux Olympiques et Paralympiques en 2024, événement qui permettra de renforcer les coopérations européennes et internationales du territoire.

Une Europe forte, c'est une Europe des progrès, qui améliore concrètement la vie des citoyens européens et particulièrement aux

plus jeunes d'entre eux. En Seine-Saint-Denis, où l'Union européenne a contribué à porter des projets utiles, nous avons notre mot à dire sur le sujet.

Cela fait des années que le projet européen se délite à force de s'éloigner des aspirations des peuples. De quoi meurt l'Union européenne, si ce n'est de ce dogmatisme qui l'éloigne des Européens ?

L'action de l'Union européenne

Suite à la page 7

Suite de la page 6

dans les quartiers populaires

À la critique d'une Union européenne désincarnée et inutile, nous pouvons donc opposer cet argument : celui de chercher à diminuer les inégalités sur notre territoire, en finançant des projets tels qu'@ppor, coopération avec des collectivités espagnoles et allemandes visant à renforcer l'orientation des élèves et à valoriser l'apprentissage, ou le dispositif ACTE, qui accompagne les collégiens temporairement exclus de leur établissement grâce au Fonds social européen.

AGIR POUR L'EUROPE SOCIALE

Peut-être parviendrons-nous à ce modèle d'Europe sociale, qu'à gauche nous appelons depuis si longtemps de nos vœux, en poussant plus loin ce système de réduction des inégalités grâce à une politique d'investissements volontariste, en premier lieu tournée vers l'accélération de la transition énergétique et écologique, tout en recherchant davantage de convergence sociale et d'harmonisation fiscale.

Ce nivellement par le haut ne sera possible qu'à la condition de doter l'Union européenne de puissants objectifs politiques en la matière. En premier lieu, les Etats membres doivent cesser de tirer chacun la couverture à soi. Ces dernières années, c'est un peu à qui voudra maintenir une PAC forte, à qui voudra des fonds structurels importants, à qui refusera d'accueillir son quota de réfugiés... Il faut reconnaître que l'Union européenne de 2018 n'est plus celle de 1950, et nous assigner des objectifs politiques adaptés aux défis de notre temps : transition écologique, réduction des inégalités, mais aussi prise en compte de la révolution numérique.

FAIRE DE NOUVEAU RÊVER LA JEUNESSE

À moins d'un an des élections européennes de mai 2019, il est vital de mettre la jeunesse au cœur de l'Union européenne, et de soutenir des projets suscitant l'adhésion et le désir démocratique. Le programme Erasmus est de ce point de vue exemplaire : il laisse à des jeunes gens de toutes les nationalités la possibilité de créer des liens permettant la constitution d'une véritable identité européenne. Malheureusement, Erasmus est encore trop souvent réservé à quelques étudiants aisés ou chanceux.

La création d'un « Erasmus universel » – proposée par l'association anti-raciste Egam – contribuerait à constituer une identité et une société civile européennes, à l'opposé des projets de haine et de renfermement qui ont trop souvent cours aujourd'hui. Construire ensemble un Erasmus pour tous les jeunes implique de faire entendre la voix des premiers concernés, les jeunes et les acteurs du territoire.

Mobilité :

« En partant, on se sent plus Européen »

EURACTIV.fr



La consultation citoyenne du 12 octobre à Bobigny a mis l'accent sur la mobilité des jeunes sénaquo-dionysiens.

Des jeunes de Seine-Saint-Denis ont échangé sur leurs expériences en matière de mobilité lors d'une consultation citoyenne le 12 octobre à Bobigny. Si l'expérience fait l'unanimité, le manque d'information et la complexité des financements peut freiner le départ.

« J'étais en stand-by. Et puis on m'a proposé d'aller au Canada. Ça a tout changé ! ». Parti quelques semaines au Québec en début d'année, Amir, Pantinois de 23 ans, est un des témoins venus exprimer son enthousiasme pour la mobilité lors d'une consultation citoyenne au Conseil général de Seine Saint-Denis, le 12 octobre. Le département est l'un

des plus frappés par le chômage, mais bénéficie aussi d'atouts, dont une population très jeune.

UN PROGRAMME OUVERT

Comme le souligne le président du Conseil général, Stéphane Troussel, qui

Suite à la page 9

Suite de la page 8

veut « renforcer le lien entre la Seine Saint-Denis et l'Europe », Erasmus + n'est pas réservé aux étudiants dans l'enseignement supérieur, mais aussi ouvert aux jeunes entre 16 et 30 ans.

Dans son discours, l'élu affirme la volonté d'encourager les expériences de mobilité à l'étranger chez les jeunes de la Seine Saint-Denis, seuls ou en groupe, ainsi que la volonté du département d'accueillir des jeunes venant d'autres pays européens.

Après plusieurs témoignages, une centaine de jeunes aux profils variés, venus de tout le département ont discuté en ateliers thématiques, autour de la citoyenneté, de la mobilité et de l'insertion professionnelle. En fin de journée, c'est autour d'un débat avec des eurodéputés que les jeunes ont échangé leurs points de vue, faisant part de leurs inquiétudes et des freins à la mobilité. À commencer par le manque d'information.

« Il faudrait financer des campagnes de pub et d'information sur Erasmus ! Je ne connaissais pas du tout avant de venir ici », assure Amel, 17 ans, en 1ère, qui cite aussi la crainte de « quitter ses amis » ou de ne pas maîtriser suffisamment les langues étrangères.

Une inquiétude à balayer, selon Pervenche Berès, qui a rappelé que beaucoup de députés européens ne parlaient pas un mot d'anglais lors de leur arrivée au Parlement européen. « Ce n'est pas grave, ils plongent et ils apprennent à nager. Partir, c'est devenir plus intelligent » assure l'eurodéputée qui termine son cinquième mandat au Parlement européen.

Pascal Durand, eurodéputé vert dont la mère a quitté l'Italie fasciste, évoque les origines multiples des jeunes. « Vos parents, ils ont fait ça. Ils ont quitté leur pays, contraints ou pas, parfois simplement pour vous donner de meilleures chances dans la vie. Alors n'hésitez pas : vous avez toute la vie pour réussir », assure-t-il.

CANDIDATS AU DÉPART

En plus des programmes Erasmus+, d'autres programmes sont évoqués, dont celui de « Parcours le monde », une fédération d'associations incitant à la mobilité sous toutes ses formes. Wilfried, 23 ans, est parti grâce à eux pendant une semaine repeindre des murs des quartiers en Slovénie. « C'était incroyable, l'accueil des gens était super. C'était un test, pour savoir si ça me plairait, et maintenant je n'ai

qu'un seul but, c'est de repartir ! » D'autres témoignent aussi de leur service volontaire européen, comme Julien, parti en Albanie.

Awa, étudiante à l'école de la deuxième chance, regrette que les programmes soient souvent réservés aux garçons, entre les ateliers sportifs et les voyages des maisons de quartiers.

Kevin, 23 ans, a lui trouvé une autre solution : économiser pour partir 2 mois apprendre l'anglais, à Brooklyn. Il est revenu fan des voyages. « J'ai gagné en confiance en moi. Mais surtout, en partant, je me suis senti plus européen ».

Des témoignages qui encouragent l'eurodéputée socialiste Christine Revault d'Allonnes à évoquer la nécessité de parler de son expérience, en rentrant, après avoir bénéficié de fonds européens pour voyager. « C'est la meilleure communication ! En échange des financements Erasmus, ce serait bien de créer des ambassadeurs systématiques », propose l'élu.



Pour de plus amples
informations sur les
éditions spéciales
d'**EURACTIV**

Contactez-nous

Aline Robert

Editor-in-Chief France
aline.robert@euractiv.fr
tel. +33 (0)1 75 61 25 03

Amandine Viguié

Responsable Marketing & Événementiel
amandine.viguie@euractiv.fr
tel. +33 (0)1 75 61 25 01